

Analyses 2012



**Une Chine émergente peut-elle entrer
en conflit avec l'Australie ?**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Une Chine émergente peut-elle entrer en conflit avec l'Australie ?

La montée en puissance de la Chine ne laisse pas son voisinage indifférent, notamment l'Australie. Dans cette région Asie-Pacifique, cette dernière ne peut s'empêcher de voir avec méfiance une croissance économique et militaire de si grande importance se développer sous ses yeux. La crainte de voir surgir une Chine hégémonique dans la région participe à créer un dilemme de sécurité car l'équilibre des forces y est changé. Les États-Unis n'occupent plus la place de leader régional comme auparavant, alors que l'importance stratégique de cette région est avérée. En effet, elle tend à devenir le centre de gravité mondial au niveau démographique, économique mais aussi politique¹. Dès lors, une question cruciale se pose : la Chine va-t-elle croître pacifiquement ? L'Australie a choisi d'adopter une position pragmatique et de conciliation vis-à-vis du géant chinois, en témoigne la relation économique spéciale entretenue depuis quelques années entre les deux pays.

Solide allié stratégique des États-Unis dans la région, l'Australie n'en développe pas moins pour autant des relations solides avec la Chine. Celles-ci se basent essentiellement sur des échanges économiques dynamiques. Comme l'indique Bruno Hellendorf, « *En 2009-10, la Chine – premier partenaire économique de l'Australie depuis 2007 – représente 17,6 % du commerce total australien [...] devant le Japon [...] et les États-Unis* »².

La relation est complémentaire et satisfait les deux parties. Tandis que l'Australie se positionne comme un pourvoyeur privilégié de la Chine en matières premières et voit ainsi la valeur de ces exportations augmenter, cette dernière exporte des produits manufacturés et investit massivement en Australie.

Cette relation commerciale est en accord total avec la politique de « développement pacifique » prônée par la Chine³. Il s'agit avant tout d'entretenir des relations cordiales avec ses voisins et de s'assurer qu'il n'existe pas de tensions pouvant mener à l'émergence de potentiels conflits. Pour cela, il est prêté une attention particulière aux relations bilatérales et multilatérales (la Chine participe de plus en plus à des forums régionaux comme

¹ « *La stratégie australienne en Asie-Pacifique* », par Cécile Pajon, ©Ifri, 2008.

² « *Entre l'Aigle et le Dragon : l'Australie à l'heure des choix face à la Chine ?* », par Bruno Hellendorff, chaire Inbev Baillet-Latour Programme « Union européenne – Chine », 2012.

³ « *The Japan-China relationship and its importance to Australia and the region* », par Peter Drysdale, in Asialink Lecture, Melbourne, 4 february 2008.

l'ASEAN+3, l'ASEAN régional forum, l'Asia-Pacific Economic Cooperation, l'East Asia Summit, etc.).

La stabilité régionale est une priorité, et pour cela, il convient de s'ériger en « *bon voisin et acteur mondial responsable*⁴ ». Pour la Chine, un monde multipolaire est encore hors d'atteinte et il faut avant tout éviter de se faire contenir dans la région par d'autres puissances, comme les États-Unis, le Japon et l'Indonésie.

Cette politique de coopération permet de nouer des relations commerciales fructueuses et de sécuriser son approvisionnement en matières premières (énergétiques et minières, comme le fer, plomb, zinc, bauxite, uranium, etc.), condition pour que la Chine continue à assurer sa croissance économique effrénée, ce qui est l'objectif numéro un de sa politique étrangère.

Malgré des postures volontairement rassurantes prouvées par des relations commerciales du style « win-win », la Chine constitue néanmoins une menace pour l'Australie. En effet, parallèlement, la Chine continue à développer son arsenal militaire de manière drastique, même si elle déclare que c'est dans un but uniquement défensif. Pour elle, il s'agit de prendre sa place parmi les puissances mondiales mais également d'assurer sa sécurité dans un voisinage qui pourrait toujours se coaliser contre elle, si la menace hégémonique de sa part allait croissante. Pour l'Australie, il est impossible de ne pas se sentir menacée au vu de la proximité géographique et des ressources impressionnantes de la Chine.

Pour sa protection, l'Australie peut compter sur son allié historique, les États-Unis. Le cadre de l'ANZUS (alliance stratégique militaire nouée en 1951 et renouvelée il y a peu entre la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis) lui assure une protection optimale dans un environnement menaçant ainsi que le pouvoir peser dans les affaires régionales. Pour l'Australie, l'alliance avec les États-Unis reste donc une priorité, car « *basée sur des valeurs et intérêts partagés* »⁵. La lutte commune contre le terrorisme après 2001 a donné un coup de fouet à l'amitié entre les deux partenaires. En 2005, un accord de libre-échange a été ratifié entre les deux pays, ajoutant une véritable dimension économique et commerciale à la relation.

⁴ « *Chinas's emergence: implications for Australia* », foreign affairs, defence and trade references committee, 2006.

⁵ « *L'Australie comme acteur stratégique : la politique militaire de l'Australie* » (2^{ème} table ronde des journées d'études du 3 avril 2007 : « *Géopolitique du Pacifique Sud : l'Australie et son environnement stratégique* »), par le Colonel Feliks Skowronski, Fondation pour la recherche stratégique.

D'autant que la relation commerciale entre la Chine et l'Australie n'apporte pas que des avantages à l'Australie. En effet, la Chine utilise le même schéma commercial qu'avec des pays du tiers-monde en Afrique et Amérique latine. Elle cantonne l'Australie à n'être qu'un pays exportant ses matières premières et l'empêche ainsi de développer son appareil industriel. Á ce titre, la relation pourrait devenir problématique dans le futur, ce qui implique de conserver de bonnes relations avec les États-Unis.

Mais les États-Unis n'étant plus la superpuissance d'antan, il faut désormais diversifier les partenariats. Cela passe avant tout par une meilleure intégration à la région⁶. Pour l'Australie, il convient de montrer à la région Asie-Pacifique dans son entièreté qu'elle désire s'y intégrer politiquement et économiquement. Autrefois totalement isolée à cause de sa relation spéciale entretenue avec les États-Unis, l'Australie participe de plus en plus aux forums régionaux et cela afin de se désenclaver. Stratégiquement, il convient de ne pas être isolée et de pouvoir être associée à l'établissement des normes régissant la région.

Vis-à-vis de la Chine, l'Australie adopte une politique pragmatique et moderne. Outre les échanges commerciaux florissants, l'Australie, sans se détacher de son alliance stratégique avec les États-Unis, désire approfondir sa relation avec la Chine. Si les avancées stratégiques et politiques sont minimales, car la relation est encore essentiellement basée sur le commerce, il convient néanmoins de saluer la promesse faite par l'Australie de ne pas intervenir dans un potentiel conflit mettant aux prises Taïwan et les États-Unis à la Chine⁷. Cette décision témoigne de la volonté australienne de continuer à plaire à la Chine et est justifiée par le postulat que le traité de l'ANZUS indique, à savoir que les pays doivent s'assurer une assistance mutuelle en cas d'agression, mais en aucun cas participer à une guerre où le principal pays agressé serait Taïwan...

Pour l'Australie, la pierre angulaire de sa politique étrangère est de surtout ne pas avoir à choisir entre les deux puissances. L'Australie tire d'importants bénéfices économiques de sa relation avec la Chine, tandis que l'alliance avec les États-Unis lui apporte des bénéfices géostratégiques et militaires notables.

⁶ « *L'Australie et les grands pays asiatiques : la Chine, le Japon et l'Inde* » (3ème table ronde des journées d'études du 3 avril 2007 : « géopolitique du Pacifique Sud : l'Australie et son environnement stratégique »), par Fabrice Argounes, Fondation pour la recherche stratégique.

⁷ « *The China factor in Australia-US relations* », par Mohan Malik, Jameston Foundation, in *China Brief*, 2005.

L'Australie se pose ainsi dans la région dans un rôle de médiateur entre grandes puissances, et entend assurer l'équilibre du système⁸. Prenant conscience de ses limites, elle se positionne en puissance moyenne afin d'y assurer sa sécurité et de réaliser ses intérêts.

Comme certains think-thanks américains le pensent, l'Australie mènerait une politique de « Congagement » vis-à-vis de la Chine : un savant mélange de « containment » et d'« engagement »⁹. La Chine reste ainsi un partenaire économique d'importance, mais l'alliance avec les États-Unis, et dans une moindre mesure, avec le Japon reste d'actualité afin d'équilibrer le système régional. Comme l'indique Cécile Pajon, « *[il s'agit de] profiter des opportunités économiques et commerciales tout en conservant une attitude critique, notamment sur la politique chinoise des droits de l'Homme* »¹⁰. Preuve en est que l'Australie conserve ses valeurs occidentales et n'entend pas les mettre de côté dans sa relation avec la Chine.

Notons que malgré une volonté de privilégier les organes multilatéraux et le commerce, l'Australie poursuit parallèlement un effort d'augmentation et de modernisation de son arsenal militaire. Le budget de la défense est équivalent à 1,9% du PIB et augmentera de 3% chaque année jusqu'en 2015-2016¹¹. Le but étant de pouvoir répondre aux possibles menaces provoquées par sa position de tampon entre les deux puissances et par son isolement dans la région. Il s'agit surtout de « *mettre sur pied une armée de projection souple et puissante, capable de se déployer dans le Pacifique insulaire ou dans le Sud-Est asiatique et d'intervenir de façon décisive sur des théâtres encore plus lointains* », fort de la certitude que la protection de leur continent et de ses concitoyens commence bien au-delà des côtes¹²...

La Chine peut se sentir menacée à son tour par cette projection de force australienne. En effet, Pékin érige la protection des voies d'approvisionnement maritimes comme l'une des hautes priorités de sa politique extérieure. Si l'Australie se déploie sur sa façade maritime

⁸ « *Entre l'Aigle et le Dragon : l'Australie à l'heure des choix face à la Chine ?* », par Bruno Hellendorff, chaire Inbev Baillet-Latour Programme « Union européenne – Chine », 2012.

⁹ « *L'Australie puissance régionale : L'Australie et son environnement stratégique* » (première table ronde des journées d'études du 3 avril 2007 : « Géopolitique du Pacifique Sud : l'Australie et son environnement stratégique »), par David Camroux, Fondation pour la recherche stratégique.

¹⁰ « *La stratégie australienne en Asie-Pacifique* », par Cécile Pajon, ©Ifri, 2008.

¹¹ « *L'Australie comme acteur stratégique : la politique militaire de l'Australie* » (2^{ème} table ronde des journées d'études du 3 avril 2007 : « géopolitique du Pacifique Sud : l'Australie et son environnement stratégique »), par le Colonel Feliks Skowronski, Fondation pour la recherche stratégique.

¹² « *Australie : un shérif adjoint ambitieux* », par Philippe Chapleau, in *Politique internationale*, 2007.

nord, ce sont les transports chinois qui pourraient être menacés. Il en résulte un maintien des forces chinoises dans la zone, et cela afin de contenir la possible émergence d'une puissante flotte australienne.

Il en reste que l'attitude australienne est dénuée de visée hégémonique, ce qui tend, en définitive, à rassurer la Chine sur ses intentions, même si l'identité occidentale de l'Australie et son réseau d'alliances tissé avec le Japon et les États-Unis insufflent parfois, à raison, le doute. La Chine a davantage intérêt à faire de l'Australie un partenaire solide afin de s'assurer un voisinage dénué de conflit, permettant ainsi le « développement pacifique » de la Chine du XXI^{ème} siècle, ce qui dans un avenir lointain - les Chinois voient le temps comme cyclique et à ce titre ne sont pas pressés -, lui permettrait d'aspirer à devenir la superpuissance globale en lieu et place des États-Unis.

La Commission Justice et Paix voit dans l'Union européenne un acteur incontournable afin de diminuer la possibilité d'un conflit entre grandes puissances dans la région Asie-Pacifique. En usant de son *soft power*, l'Union européenne est tout à fait capable de jouer le rôle d'arbitre en rappelant aux acteurs en présence la nécessité de régler les différends de manière pacifique, et cela dans le but d'assurer un environnement stable et dénué de conflit. Nous encourageons les citoyens européens et belges à interpeller les décideurs politiques (élus belges du parlement européen, fonctionnaires belges de la Commission européenne) quant à la nécessité d'avoir une véritable politique volontaire et proactive afin d'assurer la sécurité dans cette région. Afin d'interpeller l'Union européenne, il s'avérerait également utile de sensibiliser nos parlementaires belges fédéraux dans le but qu'ils relayent ce message en faveur de la paix dans la région Asie-Pacifique.

Santiago Fischer
Commission Justice et Paix Belgique francophone
Mars 2012